



COMMUNIQUE DE PRESSE

UNSEN - CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Alain VRIGNAUD 06 86 56 36 65

La mobilisation se poursuit dans les Lycées Professionnels

Depuis plusieurs semaines, la mobilisation des personnels de l'enseignement professionnel de dizaines d'établissements ne faiblit pas.

Dans l'Essonne, comme dans les Hauts-de-Seine, des établissements poursuivent leurs actions (grève, manifestations, pétitions, délégations auprès de l'IA...). Lundi, c'était dans l'académie de Lille et celle de Nancy-Metz, hier dans celle de Paris, aujourd'hui dans les Hauts-de-Seine. Pas une seule journée sans qu'il n'y ait l'expression du profond mécontentement par rapport à la situation réservée à la voie professionnelle à la rentrée 2012.

Cette mobilisation est souvent appuyée par les parents d'élèves et les élus locaux qui apportent leur soutien aux actions en cours. Les élèves se sentent aussi directement concernés, comme c'est le cas dans plusieurs établissements de l'Essonne.

Les suppressions de postes sont très importantes ; il y en a fréquemment jusqu'à 6 ou 7 par établissement. Au niveau national, ce sont près de 4 000 suppressions de postes dans la voie professionnelle, qui entraînent de nombreuses mesures de cartes scolaires pour les personnels titulaires, obligés de quitter leur établissement ; pour les non-titulaires, c'est la menace d'un futur licenciement et du chômage.

Cette situation inacceptable est le résultat combiné de deux réformes, celle de la RGPP (Révision générale des politiques publiques) qui prévoit le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, et celle du baccalauréat professionnel en 3 ans. Cette dernière réforme [qui se traduit, pour des dizaines de milliers de bacheliers de la voie professionnelle, par la diminution d'une année de formation] a comme effet immédiat la diminution du nombre d'enseignants. Ce n'était d'ailleurs pas le moindre des arguments dans la décision gouvernementale d'imposer cette réforme.

Mais à ces effets comptables, se rajoutent ceux que la CGT Educ'action avait pointés lors de la mise en place de la réforme. Le Bac Pro en 3 ans n'a pas réussi à augmenter l'attractivité de la voie professionnelle et, contrairement à ce que le ministère avait promis, cela n'a pas réduit les sorties sans diplôme. Les personnels de l'enseignement professionnel assistent exactement à la situation contraire.

La fuite des élèves dans le cursus 3 ans est plus importante que celle que nous constatons dans la scolarité BEP/Bac Pro. Cette réforme aggrave les difficultés des élèves les plus fragiles, d'où le décrochage.

La situation est rendue intenable pour de nombreux établissements, ce qui explique la détermination des personnels, malgré les refus répétés des Inspections académiques ou des rectorats d'accéder à leurs revendications.

La lutte des personnels de l'enseignement professionnel va se poursuivre, il n'y a pas de pause syndicale lorsque la survie des établissements est menacée.

Montreuil, le 21 mars 2012